




La législation en agriculture

Agriculture

<p>Conditionnalité</p> <p>Lutte contre l'érosion</p> <ul style="list-style-type: none"> Parcelles à risque R10/R15 Normes <p>D1.T02.E1 - Couverture du sol D1.T02.E1 - Conditions locales spécifiques</p> <p>Entretien des terres</p> <ul style="list-style-type: none"> Particularités topographiques Norme <p>D1.T04.E2 - Bordures de champs, talus, fossés, arbres et haies, mares...</p>	<p>Méthodes agro-environnementales</p> <p>MAE de base</p> <ul style="list-style-type: none"> Tournière enherbée <p>MAE ciblée</p> <ul style="list-style-type: none"> Bande aménagée
---	--



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

La conditionnalité (des aides agricoles)

En application des articles 91 à 95 du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement Européen et du Conseil, tout agriculteur percevant des aides est tenu de respecter, sur l'ensemble de son exploitation,

la conditionnalité, c'est-à-dire les « Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales » (BCAE) qui concernent les obligations et normes, ainsi que les « Exigences Réglementaires en Matière de Gestion » (ERMG) qui concernent les actes européens (directives et règlements). En cas de non respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides du 1er et du 2ème piliers de la PAC sera réduit. Les autorités de contrôle compétentes pour l'application de la conditionnalité en Région wallonne sont le SPW-DPC et l'AFSCA.

Le système de conseil agricole (SCA) fournit toutes les informations générales et spécialisées aux agriculteurs sur les normes/exigences abordées dans le cadre de la conditionnalité (environnement, changement climatique, bonnes conditions agricoles des terres, santé publique, santé animale, santé végétale et bien-être des animaux), la diversification des cultures, les prairies permanentes, la surface d'intérêt écologique et le maintien de la surface agricole.

Les 3 domaines de la conditionnalité

1. Environnement, climat et BCAE
2. Santé publique animale et végétale
3. Bien-être animal

Domaine 1 – Environnement, changement climatique et bonnes conditions agricoles et environnementales

Thème 2 : Lutte contre l'érosion des sols

L'érosion du sol dans une parcelle dépend de nombreux facteurs tant externes qu'internes à la parcelle : érosivité de la pluie, érodibilité du sol, longueur et inclinaison du terrain, occupation du sol...

A ce jour, seule la pente est prise en compte pour classer les parcelles agricoles en rapport avec les exigences réglementaires en matière de conditionnalité agricole. C'est la raison pour laquelle la Direction Générale de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement s'est dotée d'une cartographie des pentes.

Parcelles à risque d'érosion : le modèle numérique de terrain utilisé en Région wallonne permet de caractériser les parcelles considérées comme « à risque » d'un point de vue érosif lorsque celles-ci sont concernées par une pente supérieure ou égale à 10 % (R10) et supérieure ou égale à 15 % (R15), sur 50% de leur superficie ou sur plus de 50 ares. Ces parcelles sont renseignées dans le formulaire d'informations parcellaires joint au formulaire de déclaration de superficie et décrit au point II du volet 1 de la notice explicative avec un code information 'R10' ou 'R15' en colonne 'codes informations', et identifiées en orange et en rouge sur les orthophotoplans.

Norme D1.T02.E1 : Couverture minimale du sol durant l'interculture

Sur les parcelles R10/R15, la couverture du sol durant l'interculture est obligatoire. La couverture du sol doit être réalisée au plus tard pour le 15 septembre et ne peut pas être détruite avant 1er janvier qui suit.

Non concernée : parcelles avec prairie ou bande enherbée en contrebas (contigüe).

Norme D1.T02.E2 : Gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques

Interdiction de culture de plantes sarclées ou assimilées sur des parcelles à risque sauf si une bande enherbée est installée sur la partie située au bas de la pente et en bordure de la parcelle afin de limiter l'écoulement de l'eau en dehors de la parcelle. La culture est toutefois autorisée si la parcelle contigüe en bas de pente est une prairie.

La bande enherbée doit être installée avant le semis de la plante sarclée ou assimilée pour une durée minimale équivalente à la durée de celle-ci et répondre à des conditions sur la largeur, la composition, la date de fauche, etc.

Thème 4 - Paysage**Norme D1.T04.E2 : Maintien des particularités topographiques**

Sont interdit(e)s :

- a) toute destruction, sauf si un permis d'urbanisme ou à défaut, l'autorité compétente, l'autorise, de particularités topographiques et des autres éléments fixes du paysage, tels que les bordures de champs, les talus, les fossés, les haies indigènes, les arbres indigènes en groupe ou isolés, les haies et les arbres remarquables inventoriés et publiés, les étangs et les mares ;
- b) toute modification sensible du relief du sol, sauf si un permis l'autorise.

En ce qui concerne les bordures de champs : interdiction d'installer une culture, d'épandre un fertilisant, de labourer, de travailler le sol ou d'effectuer un traitement phytosanitaire (sauf traitement spécifique et localisé contre les plantes invasives) à moins de 1 m de la plate-forme d'une voirie (l'installation d'une clôture à moins de 1 m reste permise). Toutefois, un agriculteur peut exploiter une parcelle agricole au-delà de cette limite s'il peut démontrer par tout moyen de droit que la limite du bien qu'il cultive ou entretient, s'étend effectivement à moins de 1 m de la plateforme de la voirie.

En ce qui concerne les haies et arbres indigènes : l'arrachage, la destruction mécanique et chimique et le recepage à moins d'un mètre de hauteur sans protection contre le bétail des haies indigènes sont interdits. L'arrachage, la destruction mécanique et chimique et le recepage des arbres indigènes sont interdits. La taille des arbres têtards reste toutefois autorisée.

Les Méthodes agro-environnementales (MAE)

Les MAE sont des aides liées à un engagement volontaire de l'agriculteur, qui adopte des méthodes de culture et/ou d'élevage favorables à l'environnement ; ces aides font partie du 2^e pilier de la Politique Agricole Commune de l'UE. Le « 2e pilier » comprend les mesures d'aides au développement rural telles que : l'installation des jeunes et les investissements (ADISA), l'indemnité en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles, les aides au mode de production biologique, Natura 2000, les mesures agro-environnementales et climatiques.

Deux méthodes parmi les MAE actuellement proposées par le PWDR 2014-2020 peuvent participer à la gestion du risque d'inondation par ruissellement : la méthode de base « Tournière enherbée » et la méthode ciblée « Bande aménagée ». Plus d'information : www.natagriwal.be





Figure 2 - Bande de parcelle aménagée